

## A Châlons-en-Champagne, après le départ de l'armée et le redécoupage régional, tout un avenir à réécrire

« Quand l'Etat s'en va » 1/5. Le départ de son régiment militaire puis la perte du statut de capitale régionale, en 2014 et 2015, ont bouleversé la ville. Elle doit rebondir économiquement et se trouver une nouvelle identité.

Par Pierre Jaxel-Truer • Publié aujourd'hui à 06h12, mis à jour à 15h55

Article réservé aux abonnés



Sur le site de la caserne Corbineau, en attente de réhabilitation, à Châlons-en-Champagne, le 10 février. NICOLAS LEBLANC / ITEM POUR "LE MONDE"

*[Alors que, à l'écart des grandes métropoles, monte chez les Français un sentiment d'abandon fortement mis en avant dans le cadre du grand débat, Le Monde entame une série sur ces lieux qui souffrent de la fermeture des services publics, transports, écoles, perceptions ou hôpitaux.]*

C'est en quelques mois, au tournant de 2014 et de 2015, que Châlons-en-Champagne (Marne) a vu son ciel, plutôt paisible jusqu'alors, lui tomber sur la tête. Brutalement, comme une vilaine grêle, qui ravage les grappes avant les vendanges, dans les vignes voisines. « Cela a été un triple choc. Un choc psychologique, un choc économique, et un choc démographique », énumère Bruno Bourg-Broc, le président (naguère RPR, UMP, puis LR, aujourd'hui sans étiquette) de l'agglomération.

## **1 003 militaires ont plié bagage, selon les chiffres officiels, avec leurs 338 conjoints et conjointes, et leurs 612 enfants.**

La première tempête a été la dissolution du 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie de marine (RAMa) et de l'état-major de la 1<sup>re</sup> brigade mécanisée (BM) : 1 003 militaires ont plié bagage, selon les chiffres officiels, avec leurs 338 conjoints et conjointes, et leurs 612 enfants. Une saignée, pour une ville d'environ 45 000 habitants et une agglomération de 80 000 âmes.

Puis, comme si cela n'était pas suffisant, voilà qu'est arrivée la réforme territoriale, où François Hollande a décidé à Paris de redécouper les régions à la hâte. La capitale de la Champagne-Ardenne, prise de court, a dû rendre les armes face à un poids lourd. C'est Strasbourg, avec son aura de métropole européenne et ses atours de belle bourgeoise, qui a gagné la bataille du nouveau Grand-Est, agglomérat XXL composé de feu les Champagne-Ardenne, Alsace et Lorraine. Déjà groggy, Châlons-en-Champagne s'est pris un nouvel uppercut.

Beaucoup de villes ont subi la perte d'équipements publics – une poste, une gare, un tribunal, une perception, une maternité... Mais peu de cités ont eu à affronter, coup sur coup, deux pertes qui remettent en cause, au fond, plus que des services ou des emplois : une part de son identité.

### **Réveil rude**

M. Bourg-Broc, vieux gaulliste de 73 ans, a été maire de la ville de 1995 à 2014. Il a connu les belles heures et les plus sombres. Pour décrire ce que fut naguère Châlons, il en appelle aux « *vieux dictionnaires* ». « *La définition était toujours la même, raconte-t-il. Une ville épiscopale, militaire et administrative.* » Un havre de stabilité, donc, même si cela fait longtemps que l'évêché a perdu de son aura. L'Etat jouait les amortisseurs, douillet édreon protecteur, quand bien même la désindustrialisation, ici comme ailleurs, faisait doucement son œuvre.

### **« L'Etat avait deux grandes réformes en cours. Et personne ne s'est rendu compte qu'il n'y avait qu'une seule ville où elles se télescopaient. »**

Il y a quatre ans, le réveil a donc été rude. « *Le déclin a commencé dans les années 1970. Mais on était anesthésié. On pensait qu'il ne pouvait rien arriver dans une ville de fonctionnaires. On marchait sur une jambe. Aujourd'hui, cette jambe, elle a une entorse à la cheville et une autre au genou !* », s'emporte Bruno Forget, le président de l'Union commerciale, industrielle et artisanale (UCIA).

Benoist Apparu, maire (ex-LR, désormais sans étiquette) depuis 2014, s'est retrouvé sitôt élu à la tête d'une ville blessée. « *L'Etat avait deux grandes réformes en cours. Et personne ne s'est rendu compte qu'il n'y avait qu'une seule ville où elles se télescopaient. C'est le fonctionnement de l'Etat : chacun court dans son couloir, sans se parler. Quand je suis allé voir Jean-Pierre Jouyet, alors secrétaire général de l'Elysée, pour l'avertir, il est devenu tout blanc. Mais c'était trop tard* », raconte l'ancien ministre du logement (2009-2012).

La caserne Corbineau, en attente de réhabilitation, à Châlons-en-Champagne, le 10 février. NICOLAS LEBLANC / ITEM « LE MONDE »

Avec le départ de l'armée, c'est un peu de l'âme de cette vieille ville de garnison qui s'en est allée. « *On était habitué à voir les militaires, ils faisaient partie du paysage. Ils faisaient leur jogging dans les rues, consommaient dans les magasins, remplissaient les associations et les classes* », raconte Rudy Namur, chef de file local du PS. Huit écoles ont depuis fermé. « *Les militaires, c'était aussi un esprit. De la rigueur, de la qualité* », regrette M. Forget. C'était, enfin, des terrains et casernes, comme l'immense quartier Corbineau, beau, raide, et désormais vide, en attendant que s'installe ici une nouvelle prison.

## **Fierté ravalée**

Avec la perte du statut de capitale régionale, c'est ensuite beaucoup de sa fierté que Châlons-en-Champagne a dû ravalier. « *C'est le pouvoir, qui est parti. Il était là, à quelques mètres, il est désormais à 300 kilomètres* », pointe M. Forget, l'œil tourné vers Strasbourg. En Champagne, l'équilibre des forces reposait jusqu'alors sur un triangle, devenu bancal : Reims la puissante, accrochée à son histoire ; Epernay la riche, avec ses caves regorgeant de champagnes millésimés ; et Châlons la « capitale », le lieu des décisions.

**Le départ de l'assemblée de la région, toutefois, à l'inverse de la fermeture des régiments, n'a pas entraîné d'exode.**

Le départ de l'assemblée de la région, toutefois, à l'inverse de la fermeture des régiments, n'a pas entraîné d'exode. La plupart des salariés sont restés et continuent de gérer les affaires administratives courantes. Mais les directions régionales des services de l'Etat ont déménagé. Ne reste plus que la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF). « *Ce sont beaucoup de gens favorisés, des CSP +, à fort pouvoir d'achat, qui sont partis* », estime Bertrand Bonnetier, un ancien militaire devenu le référent local de La République en marche (LRM). M. Apparu, en outre, estime que la messe n'a pas encore été dite. « *Pour l'instant, la région préserve les emplois. Mais il faut voir ce qui va se passer dans les dix ans à venir. A quoi sert la réforme, si les effectifs restent constants ? A rien. Les choses vont se faire progressivement, à bas bruit.* »

Quatre ans plus tard, pourtant, les chiffres ne racontent pas vraiment le désastre annoncé. Le chômage, entre 2015 et 2017, a même reculé : il est passé de 8,4 % à 7,8 %, en deçà de la moyenne nationale. « *Attention au trompe-l'œil, prévient cependant M. Apparu. D'une certaine façon, je préférerais un chômage à 15 %. S'il n'augmente pas, c'est parce que la population active s'atrophie. Les emplois disparaissent, mais moins vite.* »

La santé des commerces sert souvent de baromètre à la santé d'une ville. Ici, comme ailleurs, beaucoup ont tiré le rideau, depuis 2015. Mais il est difficile de savoir ce qui relève du mal-être ordinaire des centres de villes moyennes, soumis à la concurrence des zones commerciales périphériques, et du cas d'espèce.

Dans son agence immobilière, à deux pas de la mairie, Dominique Vatel, par ailleurs élu municipal communiste, se veut ainsi plutôt optimiste, malgré les vents contraires. « *Pendant deux ans, je n'ai rien vendu. Tout le monde était tétanisé, se demandait ce qui allait se passer. Mais le marché repart doucement* », estime-t-il. Selon le baromètre immobilier des notaires, le prix au mètre carré des appartements a toutefois chuté de 22,6 % en cinq ans, à 1 100 euros en moyenne. Contre 2 050 euros à Reims et 1 390 euros à Epernay.

## **Mise sous perfusion**

De fait, si le désastre reste peu palpable, c'est probablement parce que l'armée et la région n'ont pas déserté sans compensations. Châlons-en-Champagne a été mise sous perfusion jusqu'à la fin de l'année 2020. Ce protocole médical de choc, renouvelable un an, porte un nom dont tout le monde connaît ici l'acronyme : le CRSD, pour contrat de redynamisation de site de défense. Un produit miracle : 70 millions d'euros d'aides (alimentées à part à peu près égales par l'Etat et les collectivités locales) ont été mis sur la table, pour financer près de 130 millions d'euros de projets. L'argent a été utilisé tous azimuts : pour rénover le centre-ville, soutenir les entreprises (notamment avec des avantages fiscaux et des aides à l'emploi), ou encore financer l'amélioration d'équipements publics, comme le campus de la ville...

Les travaux de rénovation de la place de la République à Châlons-en-Champagne, le 10 février. NICOLAS LEBLANC /ITEM POUR "LE MONDE"

Pour autant, Châlons-en-Champagne a-t-elle réussi une mue en profondeur ? Le vrai mur risque d'être la fin du CRSD. « *Ce sera une nouvelle étape*, préfère dire M. Appar. *Mais il faut réussir à revenir au droit commun.* » L'opposition, M. Namur en tête, estime que la transition a été ratée. « *On a utilisé seulement la moitié de l'enveloppe !* », pointe l'élus PS. « *Les deux tiers* », corrige M. Appar. Faute de candidats pour s'installer ? La pêche aux gros investisseurs n'a pour l'heure pas porté ses fruits. « *Plusieurs projets arrivent. Je ne peux pas en parler, mais ce sont des projets sérieux, pas une fiction* », se défend M. Bourg-Broc.

La ville, en réalité, doit faire face au défi de son attractivité. Comment exister, comment se « vendre », à 40 km d'Épernay, 50 km de Reims, 80 km de Troyes, et à 150 km de Paris, dans une orbite lointaine de la capitale ? « *Il faut résister à la double aspiration Est-Ouest, entre Strasbourg et Paris* », constate M. Appar. Un échec a marqué les esprits : celui de l'aéroport de Vatry, à quelques kilomètres de la ville, qui rêvait de chiper une grosse part du fret aux aéroports parisiens lors de son lancement, en 1994. Il survit aujourd'hui grâce à l'argent public.

## **Atouts**

Tout le monde connaît ici l'équation. Châlons-en-Champagne a des atouts : une bonne ligne de chemin de fer, l'autoroute A4... Mais rien ne la singularise. « *Il ne faut pas rêver de faire venir Ikea. Ils sont déjà à Reims, c'est mort. Il faut plein d'entreprises. Quinze emplois multipliés par cinquante, ça fait*

*plus que 500 emplois d'un seul coup ! », estime M. Forget. Tout le monde sait, aussi, qu'il est compliqué pour la cité champenoise de convaincre ses enfants de faire leur vie ici, de sédentariser ses étudiants. « Ma fille n'a qu'une envie, c'est de se barrer. Il faut bouger, faire la fête, sauter sur toutes occasions », poursuit le patron de la Foire de Châlons-en-Champagne.*

Tous les ans, cet événement annuel, plus grande foire agricole de France, redonne un peu de sa fierté à la ville, en septembre. A cette occasion défilent les ténors de la politique nationale, dans un ballet bien rôdé. Marine Le Pen a fait sa rentrée 2018 sur ces anciennes terres communistes où elle obtient désormais des scores flatteurs. Un an plus tôt, Benoist Apparu a joué au baby-foot avec Edouard Philippe, entre anciens « Juppé boys ». Comme au bon vieux temps.

L'agriculture, c'est justement l'horizon vers lequel veut désormais se tourner le maire. *« Il faut faire avec ce qu'on est. Au bout de chaque rue, ici, il y a des champs », appuie M. Forget. En juin 2018, a eu lieu le premier Forum planet A, un événement qui rêve de devenir le « Davos de l'agriculture ». En parallèle doit germer une Cité dédiée à l'agriculture de demain, hébergée dans un bâtiment emblématique. M. Apparu, rompu à la com politique, promet un « geste architectural fort ». « Notre atout, aujourd'hui, c'est notre rigueur budgétaire. On a baissé les dépenses de fonctionnement. Depuis 2014, on n'a pas fait d'emprunt public. On a dégagé une capacité de 15 millions d'investissements par an. Parce qu'il faut investir ici plus qu'ailleurs », explique le maire.*

En attendant, alors qu'approchent les élections municipales de 2020, l'opposition affiche son scepticisme. *« Le Forum, c'est 2 millions d'euros pour deux jours, avec des gens qui arrivent en train le matin et repartent le soir. Quel intérêt pour Châlons ? », cingle M. Namur. M. Apparu, officiellement en retrait de la politique nationale et désormais président d'In'li, une filiale d'Action logement installée à Paris, laisse planer le mystère sur son envie de se représenter.*

Dans son agence immobilière, à l'ombre des coquettes maisons à colombages du centre-ville, insensibles aux soubresauts de l'époque, M. Vatel observe les changements avec une philosophie bonhomme. *« On traverse un processus de transformation. C'est lent. C'est long. C'est difficile. C'est la vie. » « A Châlons, on ne parle pas que de régénérescence économique. On doit se créer une nouvelle identité. C'est passionnant, mais c'est aussi beaucoup plus complexe », conclut M. Apparu.*

***Prochain article : A Saint-Claude, la fin de la maternité.***

**Pierre Jaxel-Truer**